

Wiener Blut ou *Sang viennois* et le destin de l'Europe (X)

La guerre 1914-1918 a son origine « factuelle » à Sarajevo en Bosnie-Herzégovine. Les fondements du conflit européen et, finalement, mondial sont d'ordre économique et culturel. On change de monde. Les historiens insistent sur le développement de « nations » et l'avènement de la « démocratie ». Essayons de comprendre.

Les Balkans, anciennes régions de l'empire ottoman

L'annexion en 1908 de la Bosnie-Herzégovine, qui avait fait partie de l'empire ottoman jusqu'en 1878, était, au plan juridique, assez mal ficelée. Les autres régions slaves des Balkans qui avaient, elles aussi, des liens avec l'empire ottoman, sont traversées par les guerres balkaniques (1912-1913). L'empire russe, orthodoxe, intervient dans ces guerres afin de contrôler les détroits (Mer Noire, détroits, Mer Égée) qui ouvrent la Russie et ses alliés à la Méditerranée. En même temps, la Russie veut protéger les « Slaves » de l'empire austro-hongrois et du sud du même empire.

La **première guerre balkanique** se termine par la victoire de l'Entente balkanique (Serbie, Bulgarie, Grèce, Monténégro) sur l'empire ottoman. Le traité de Londres (1913) achève le démembrement de l'empire ottoman en Europe et ratifie l'indépendance de l'Albanie. La **seconde guerre balkanique** oppose la Bulgarie à la Serbie et à la Grèce pour le partage du territoire conquis. Après l'intervention de la Roumanie et de l'empire ottoman, la Bulgarie, vaincue, doit, par le traité de Bucarest (1913), renoncer à la Macédoine, qui est partagée entre la Serbie et la Grèce, céder Andrinople (Edirne aujourd'hui) à l'empire ottoman et la Dobroudja septentrionale à la Roumanie.

La guerre comme moyen de remodeler l'empire

Les guerres au sud de l'empire austro-hongrois pouvaient encore se prolonger et, qui sait, remodeler l'empire des Habsbourg. Des chefs militaires de premier plan, comme le chef de l'état-major général, le comte Conrad von Hötzendorf (Vienne 1852 – Bad Mergentheim 1925), imaginent une nouvelle guerre balkanique comme une occasion de remonter dans le temps et de revenir sur la démocratisation politique des années récentes.

Succession de princes héritiers présomptifs de l'empereur François-Joseph I^{er}

Depuis la mort de l'archiduc **Rodolphe** (1858-1889) à Mayerling, l'empereur François-Joseph I^{er} n'a plus d'héritier direct pour lui succéder. En effet, Rodolphe et son épouse, la Princesse Stéphanie de Saxe-Cobourg Gotha (1864-1945), fille du roi Léopold II des Belges et de la Princesse Marie-Henriette de Habsbourg-Lorraine, n'ont pas d'enfant de sexe masculin.

Le nouvel archiduc héritier est **François-Ferdinand** d'Autriche-Este, fils du frère de l'empereur François-Joseph, l'archiduc Charles-Louis de Habsbourg-Lorraine (Schönbrunn 1833 – Schönbrunn 1896). Celui-ci avait eu comme épouse la Princesse Marguerite de Saxe (Dresde 1840 – Monza 1858). Le couple n'a pas eu d'enfant. Charles-Louis épouse en deuxièmes nocces la Princesse Marie-Annunziata des Deux-Siciles (Caserte 1843 – Vienne 1871). Le couple a quatre enfants : François-Ferdinand (1863-1914), Otto (1865-1906), Ferdinand-Charles (1868-1915) et Marguerite (1870-1902). Charles-Louis épouse en troisièmes nocces la Princesse Marie-Thérèse de Bragance, infante de Portugal (Kleinheubach 1855 – Vienne 1944). Le couple a deux enfants : Marie-Annunziata (1876-1961) et Élisabeth (1878-1960).

L'archiduc François-Ferdinand, héritier présomptif, épouse le 29 juin 1900 la comtesse Sophie Chotek de Chotkowa et Wognin (Stuttgart 1868 – Sarajevo 1914), demoiselle d'honneur à la Cour d'Autriche. Ce mariage ne correspond pas à la loi du sang pour la succession des Habsbourg. Cela signifie que, si François-Ferdinand peut devenir empereur, son épouse ne peut pas devenir impératrice et que leurs enfants de sexe masculin ne pourront pas accéder au trône des Habsbourg. Ce mariage « morganatique » a été laborieusement négocié. Avec le temps, l'empereur François-Joseph a accueilli l'épouse de l'héritier présomptif, sans jamais lui reconnaître l'aptitude à devenir impératrice.

Lors d'une inspection de l'armée à Sarajevo, le 28 juin 1914, un nationaliste serbe, Gravile Princip (Obljaj 1894 – Theresienstadt 1918), assassine François-Ferdinand et son épouse.

Le nouvel héritier présomptif sera de la descendance d'un autre fils de l'archiduc Charles-Louis. Il s'agit du fils de Otto, décédé en 1906, frère de François-Ferdinand, l'archiduc **Charles** de Habsbourg-Lorraine (Persenbeug 1887 – Funchal 1922), époux de la Princesse Zita de Bourbon-Parme (Camaione en Italie 1892 – Zizers en Suisse 1989) depuis le 21 octobre 1911. Le couple aura huit enfants : Otto (1912-2011), Adélaïde (1914-1971), Robert (1915-1996), Félix (1916-2011), Charles-Louis (1918-2007), Rodolphe (1919-2010), Charlotte (1921-1989) et Élisabeth (1922-1993).

La guerre comme source de nouvelles perspectives

Après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de son épouse à Sarajevo, la guerre devient une probabilité. Beaucoup adhèrent à cette

éventualité. Les socialistes pensent faire aboutir leurs réformes sociales et politiques grâce à la guerre. Les nationalistes espèrent que la guerre s'ouvrira sur une autonomie régionale, des droits linguistiques accrus et même la réorganisation de l'empire. Pour les politiques, la guerre mettra fin aux blocages perpétuels entre le Parlement à Vienne et la Diète de Bohême. Les politiques pensent que la classe ouvrière, les communautés paysannes et les classes moyennes acceptent la nécessité de la guerre. Il est vrai que les conditions de vie imposées par la guerre ouvrent à tous, populations locales, ouvrières des villes et paysans des petits villages, une série de voies nouvelles pour accélérer les changements sociaux et politiques radicaux.

Mobilisation des hommes

En 1914, l'empire austro-hongrois compte 51 390 000 habitants. Il est le troisième pays d'Europe au plan démographique, derrière l'empire russe (175 100 000 habitants) et l'empire allemand (66 900 000 habitants). La France métropolitaine compte 39 400 000 habitants. La France « coloniale » en compte entre 45 et 50 000 000. Le Royaume-Uni compte 46 200 000 habitants sur le territoire de Grande-Bretagne et 398 940 000 habitants dans les « colonies ».

Entre le mois d'août 1914 et le mois de novembre 1918, l'empire austro-hongrois mobilise près de 8 millions d'hommes pour le service militaire, soit 15,5 % de la population totale (hommes et femmes). Près de 1 500 000 militaires meurent au combat ou en captivité ; 3 260 000 sont blessés ; plus de 2 000 000 sont capturés par les forces ennemies.

Femmes et enfants

Les femmes ne peuvent pas entrer dans les forces armées, mais bien sur les sites industriels, où elles sont soumises à une rude discipline militaire. Les enseignants sont envoyés au front. Les écoles ferment leurs portes. Les mères travaillent tard en usine. Les enfants remplacent leur mère sur les marchés où ils font la queue pendant des heures pour acheter de quoi se nourrir.

Rôle de l'État

L'État doit intervenir pour la survie quotidienne : nourriture et combustible, ainsi que pour les allocations destinées aux familles qui comptent un militaire tombé au combat. On constate que l'État ne tient pas ses promesses. En octobre 1918, puisque le gouvernement central ne tient pas ses promesses, on assiste à l'avènement de nombreux gouvernements régionaux à Prague, Zagreb, Lviv, Vienne et Budapest, qui s'emparent de ce qui reste de l'administration impériale.

Forces révolutionnaires

Devant l'évolution catastrophique de l'État, les conditions de vie suscitent des forces révolutionnaires, comme ailleurs en Europe. L'État perd sa légitimité populaire. De plus, en Autriche impériale, la dictature militaire brutale, extrajudiciaire imposée au cours des deux premières années de guerre provoque le délitement du patriotisme impérial.

La fin de la guerre ne change pas la vie quotidienne

La conséquence la plus visible est que la fin de la guerre en 1918 n'a pas modifié le « régime » dans lequel se trouvait la population : approvisionnements alimentaires, logement, épidémies. De nouveaux conflits armés éclatent entre des forces paramilitaires et des unités de l'armée régulière. Plusieurs États nouveaux conservent discrètement les lois et les structures impériales de pouvoir, les systèmes juridiques et même un certain nombre de responsables à des postes d'autorité.

Après la mort de l'héritier du trône à Sarajevo, le Ministère de l'Intérieur demande aux gouverneurs des terres de la Couronne quels sont leurs besoins prévisionnels pour le budget 1915-1916. Confrontés à des charges de plus en plus lourdes au plan administratif, les gouverneurs demandent davantage de personnel qualifié pour « suivre » l'évolution technique des tâches administratives.

Des forces armées « indépendantes » de la société

Quand on interroge les militaires sur l'avenir de la société, on constate qu'ils sont de plus en plus réticents au développement des populations slaves de l'empire et, en même temps, de plus en plus opposés aux grandes étapes de la démocratie dans l'empire, que ce soit pour les élections ou pour les nominations à des postes d'autorité. Cette attitude « anti-démocratique » se manifeste surtout au moment des votes des budgets pour l'armée. Les militaires refusent d'être « contrôlés » par les institutions démocratiques.

Au moment de l'éclatement de la guerre, les crises entre l'armée et le gouvernement central vont pousser beaucoup à chercher comment amener l'État à intervenir pour correspondre aux besoins de la société au plan de l'alimentation et de la combustion.

Une armée qui impose la discipline militaire à l'ensemble de la société

Quand l'éventualité d'une guerre avec la Serbie et, le cas échéant, avec la Russie devient de l'ordre du possible, le haut commandement de l'armée s'arroge plusieurs

pouvoirs essentiels dans le but de reconfigurer les institutions nationales en temps de guerre et d'imposer un ordre apolitique du conflit. En fait, **les militaires veulent effacer toute dimension politique de la gouvernance de l'empire**. On assiste à une dictature militaire qui suspend toutes les institutions démocratiques comme le parlement, les diètes de la Couronne. La liberté d'association et la liberté d'expression sont suspendues. On introduit de nouveau la censure de guerre et on annule le droit d'être jugé devant un jury.

Tout est soumis à une loi militaire stricte. Ces mesures suppriment l'administration habituelle pour la remplacer par une administration tentaculaire, le Bureau de surveillance en temps de guerre. Cet état nouveau est bien cadré en Hongrie, qui refuse le « système » autrichien de la guerre.

Un régime de dénonciations

La guerre provoque de grands élans de patriotisme, comme dans les autres pays belligérants. Or, les responsables militaires soupçonnent les Slaves de l'empire de devenir des « traîtres », liés à la Russie ou à la Serbie. On assiste à une vague de « dénonciations » à propos des voisins, des « Slaves », etc.

Défaites militaires et rumeurs de désertion

Les premières années de guerre sont désastreuses pour l'empire austro-hongrois. Les Russes parviennent à occuper la Galicie et la Bucovine. L'empire austro-hongrois ne parvient pas à occuper la Serbie. L'Italie et la Roumanie abandonnent leur posture de neutralité pour ouvrir un nouveau front contre l'Autriche-Hongrie. Des nationalistes allemands en Bohême et des nationalistes hongrois lancent des rumeurs contre les soldats tchèques ou hongrois qui refusent de tirer sur l'ennemi, lors des combats.

En 1917, la situation internationale se modifie. La Russie est conquise par les bolchéviques. Les Alliés occidentaux estiment peu probable le fait de négocier une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie. Ils envisagent un éventuel démembrement de l'empire des Habsbourg. Thomas Mazaryk, en exil, plaide pour un tel démembrement depuis trois ans. Thomas Mazaryk (Hodonin en Tchéquie 1850 – Lány en Tchéquie 1937) a fait ses études à Prague. Élu au Reichsrat en 1891-1893 et en 1907-1914, il défend des positions anticatholiques et antinationalistes. En 1914, il doit fuir l'empire austro-hongrois. Il se réfugie en Italie, à Genève et, finalement, en Angleterre où il enseigne. Il regroupe les diasporas tchèque et slovaque. Les Tchèques tiennent un discours selon lequel ils sont opposés à la guerre depuis le début, ce qui explique les désertions en masse de Tchèques durant les conflits armés. Or, il est établi aujourd'hui que ces « désertions » sont des mythes inventés par les Allemands de Bohême et d'ailleurs. Le même phénomène de désertion a déjà eu lieu en 1914 lorsque les Autrichiens de Galicie et de la Bucovine fuyaient devant l'invasion russe.

Réfugiés

Des milliers de « réfugiés » se dispersent en Basse-Autriche, en Bohême, en Moravie, dans le nord de la Hongrie et dans les provinces alpines. Parmi les réfugiés, on compte de nombreux Juifs. La politique autrichienne divise les réfugiés en deux camps, selon deux critères : la citoyenneté statutaire et les moyens financiers. Les citoyens reçoivent une aide et une allocation quotidienne de la part de l'État uniquement sur le territoire autrichien. Ceux qui ont des moyens financiers peuvent s'installer où ils veulent. Les autres sont envoyés dans des camps en Autriche, dans l'espoir de recevoir une aide internationale (American Jewish Joint Distribution Committee).

En 1915, l'Autriche-Hongrie reconquiert la Galicie et la Bucovine, mais elle doit subir l'assaut de l'Italie. Les réfugiés sont déplacés vers des camps en Bohême. Des milliers de réfugiés italianophones remplacent les réfugiés de Galicie dans les camps de Styrie. Il en va de même pour les réfugiés de Slovénie.

Au fur et à mesure de la guerre, différents types de camps voient le jour : les ressortissants ennemis ; ceux qui sont évacués du théâtre des opérations ; les réfugiés récalcitrants ; les Roms ; les populations déplacées à partir des frontières et qui ne sont pas fiables politiquement. La vie dans les camps est désastreuse. Beaucoup meurent en raison d'épidémies, de malnutrition, du manque d'hygiène. Des médias font des rapports sévères, qui parviennent aux États-Unis. Le gouvernement autrichien nie les faits.

Propagande

Dans ce contexte très négatif à l'égard de l'armée et de l'administration de l'empire, certains mettent sur pied une stratégie de propagande en faveur de l'empire. Des conférences de presse destinées aux médias (avec films, photos et témoignages) montrent les combats en Autriche et en Hongrie (en allemand et en hongrois, pas dans les autres langues de l'empire), de telle manière que les Slaves ne soient pas concernés. On organise des visites des médias sur le front. On fait appel à des écrivains réputés pour expliquer ce qui se passe au front : Arthur Schnitzler (Vienne 1862 – Vienne 1931) et Stefan Zweig (Vienne 1881 – Pétersbourg 1942).

On organise des expositions de guerre dans les grandes villes de l'empire. Celle de 1916 au Prater à Vienne compte quarante salles. Les grandes villes disposent de beaucoup de salles de cinéma ; Vienne et Budapest en ont chacune cent cinquante. La propagande de guerre y est efficace.

Avènement de l'empereur Charles I^{er} d'Autriche, Charles IV de Hongrie, Charles III de Bohême

Le 21 novembre 1916 meurt l'empereur François-Joseph I^{er}, né en 1830. Il était empereur depuis 1848. Lui succède son petit-neveu Charles, un jeune homme de vingt-neuf ans, marié en 1911 et père de quatre enfants. D'autres allaient naître jusqu'à sa mort en 1922. Les conseillers du nouvel empereur le décrivent comme un homme pieux, dévoué à sa famille et proche des soldats. Charles va sillonner l'empire, avec son épouse Zita, par des visites très publiques, souvent filmées, sur les théâtres d'opérations. Charles se plie aux nouvelles technologies de la communication.

Le couronnement comme roi de Hongrie, sous le nom de Charles IV, à Budapest a lieu le 30 décembre 1916. Charles se soumet au rituel avec son épouse. Tout au long de la cérémonie, il présente son fils Otto, son héritier de quatre ans. Si le couronnement a eu lieu si rapidement, c'était pour empêcher les conseillers de l'archiduc héritier présomptif François-Ferdinand (assassiné en 1914) de mettre la main sur l'empereur. François-Ferdinand avait la réputation d'être anti-hongrois. Charles, sous le nom de Charles I^{er}, ne sera pas couronné empereur d'Autriche. De même, sous le nom de Charles III, il ne sera jamais couronné roi de Bohême. Il est également roi de Croatie-Slavonie, Dalmatie et de Galicie et Lodomélie.

Des nouvelles législations distinctes des règlements militaires

Charles cherche à modifier la politique de l'Autriche-Hongrie. Il remanie le commandement militaire. Il sonde les puissances étrangères pour sortir de l'état de guerre et conclure une paix séparée. Il rétablit le pouvoir constitutionnel en Autriche et met fin à la dictature militaire. Il tente d'avoir des alliés en Hongrie. En mars 1917, il approuve la création d'une commission d'arbitrage des plaintes avec représentation des travailleurs pour les ouvriers de l'industrie soumis à des sanctions par la discipline militaire.

En mai 1917, Charles remet le Parlement autrichien en session, encourageant les députés à émettre leurs exigences de réforme de la monarchie. Il ordonne une amnistie générale, libérant d'innombrables prisonniers condamnés par des tribunaux militaires pour des délits politiques. Ainsi Friedrich Adler (Vienne 1879 – Zurich 1960), le socialiste qui avait assassiné le Premier ministre Friedrich Stürgkh (Graz 1859 – Vienne 1916) le 21 octobre 1916, Karel Kramar (Vyzoké en Tchéquie 1860 – Prague 1937) et Alois Rasin (Nechanice en Tchéquie 1867 – Prague 1923), des députés nationalistes tchèques qui attendaient leur procès sur la foi d'accusations de trahison forgées de toutes pièces. En octobre 1917, la censure de guerre est remplacée par des règles de censure conformes à celles de l'avant-guerre.

L'alliance avec l'empire allemand empêche de négocier une paix séparée

Cependant, l'alliance avec l'empire allemand empêche Charles d'avoir une certaine liberté pour négocier avec les puissances alliées. De plus, si l'empereur pense à une troisième « entité » dans l'empire, l'entité slave du Sud, beaucoup d'hommes politiques y sont opposés. Cette entité prendrait le nom de « Yougoslavie ».

Dissolution de l'empire

À l'été 1918, les Anglais, Français et Américains s'accordent sur la dissolution de l'empire et la création de nouveaux États de Tchécoslovaquie, Pologne et Yougoslavie. Les frontières restent à déterminer. Le 2 octobre 1918, le nouveau Premier ministre Heinrich Lammasch (Seitenstetten 1853 – Salzbourg 1920) promet au Parlement autrichien une réorganisation fédérale de l'empire. Le 5 octobre 1918, un Conseil national des Slovènes, des Croates et des Serbes se constitue à Zagreb et se déclare le représentant institutionnel des peuples slaves du Sud. Des Conseils du même type se constituent en Croatie, à Cracovie, à Varsovie, à Vienne.

On est pris dans une spirale qui fractionne l'empire des Habsbourg. Les symboles publics de la monarchie de Vienne sont supprimés. La religion « catholique » associée aux Habsbourg fait partie des institutions d'oppression des peuples.

Retrait, de la part de Charles, de toute participation active aux affaires de l'État

Le 11 novembre 1918, jour de la fin des hostilités sur le front occidental, Charles publie une déclaration qui annonce son retrait de toute participation active aux affaires de l'État.

Proclamation de républiques

Le lendemain, l'Assemblée provisoire proclame la république de **l'Autriche allemande**, avec le social-démocrate Karl Renner (Untertannowitz en Moravie 1870 – Vienne 1950) pour premier chancelier. Rien n'est clair, car les projets du nouveau chancelier ne tiennent pas compte des exigences des Alliés à propos de la **Tchécoslovaquie**, de **l'Italie** de tracer une nouvelle frontière tyrolienne le long de la ligne ferroviaire du Brenner. À l'est, en Galicie, un Conseil proclame la république populaire d'Ukraine occidentale, alors que des proclamations à

propos de la **Pologne** et de **l'Ukraine** avaient déjà été publiées. Les combats dans cette région vont s'achever en 1923.

En **Hongrie**, le Conseil national proclame, en octobre 1918, l'indépendance complète de la Hongrie. Rapidement, le nouveau gouvernement de Hongrie rejette le Compromis de 1867 avec l'Autriche, qui reconnaissait deux « entités » de l'empire austro-hongrois, sous un seul souverain, un Habsbourg.

Un nouvel armistice signé par la Hongrie avec le général français Louis Franchet-d'Esperey (Mostaganem 1856 – Saint Amancet 1942), commandant militaire français des forces alliées dans les Balkans, contraint la Hongrie d'abandonner un territoire considérable à ses voisins : la **Roumanie**, la **Tchécoslovaquie** et la **Yougoslavie**. En 1919, le gouvernement hongrois du comte Mihaly Karolyi (Budapest 1875 – Vence 1955) est renversé après un coup de force mené par les communistes dirigés par Béla Kun (Szilagyecseh 1886 – Kommunarka 1938). Les communistes finissent par échouer. Les forces roumaines parviennent à occuper Budapest le 30 juillet 1919. Peu de temps après, l'amiral austro-hongrois Miklos Horthy (Kenderes 1868 – Estoril 1957) entre dans Budapest. En mars 1920, une Assemblée nationale rétablit le royaume de Hongrie, mais ne demande pas à Charles IV de Habsbourg d'en être le souverain. Les Alliés ne l'auraient pas accepté. Horthy est nommé régent.

Cette évolution reconnaît bien la fin de l'empire des Habsbourg, mais, en même temps, les frontières des nouveaux États sont encore imprécises. Qui décide de ces frontières ? En fait l'occupation militaire des derniers mois de la guerre en 1918 et les soubresauts politiques des responsables politiques des nouveaux États. La **Conférence de la Paix à Paris** (18 janvier 1919 – 21 janvier 1920) est intervenue pour une part.

Charles en exil à Madère

Le 3 novembre 1921, Charles embarque à bord d'une canonnière britannique, le *Glow Worm*, dans le port danubien de Baja, qui le conduit à Galati, en Roumanie. De là, avec son épouse Zita, il part pour un exil dans l'île portugaise de Madère, où les enfants les rejoignent à partir de la Suisse. Charles meurt le 1^{er} avril 1922.

Trois nouveaux États et Quatre États existants

L'empire des Habsbourg est le premier qui disparaît de la carte de l'Europe : il est absorbé par trois nouveaux États (Tchécoslovaquie, Pologne et Yougoslavie) et quatre États existants (Autriche, Hongrie, Italie et Roumanie).

Des historiens voient cette période comme le triomphe des États-nations et de la démocratie

Lorsque les puissances alliées ont constaté la fin de l'empire ottoman, elles ont inventé la politique des « mandats » afin d'aider les nouvelles entités issues de l'empire ottoman à se prendre en charge, progressivement. Certains ont pensé qu'une telle politique pouvait s'appliquer aux nations issues de l'empire des Habsbourg et... de l'empire russe ! Cela peut signifier que certains ténors des puissances alliées pensaient que ces « nations » devaient encore apprendre l'art de la démocratie.

Le **Traité de Versailles**, signé le 28 juin 1919, cinq ans après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, dans la galerie des glaces du Château de Versailles, là où avait été proclamée la naissance de l'empire allemand par Bismarck le 18 janvier 1871, offre en théorie aux citoyens de l'ancien empire des Habsbourg le choix d'acquérir la citoyenneté d'un autre État successeur de l'empire, en accord avec la « race » ou avec la « nation ». Près de 180 000 familles germanophones (540 000 personnes) ont cherché à obtenir la citoyenneté autrichienne. En fait, 75 000 Juifs germanophones se voient refuser la citoyenneté autrichienne parce que la Cour suprême et le ministère de l'Intérieur avaient tranché : ils ne sont pas « racialement » allemands. Cela rappelle les pogroms dans l'ancienne Galicie et dans les territoires de Bohême.

Cette manière de concevoir la « nation » permet de saisir qu'en fait chaque État « ancien » ou « nouveau » avait en son sein beaucoup de « **minorités** ». Les recensements organisés après 1918 ne permettent pas de « choisir » sa nationalité. Comment prétendre être allemand quand, selon toutes les normes objectives, un individu doit être considéré comme tchèque ? Celui qui ne donne pas la bonne « réponse » au recensement est passible d'une amende ou d'une sentence d'incarcération !

La Tchécoslovaquie, la Roumaine et la Pologne comptent des millions d'habitants qui appartiennent à d'autres « **nations** ».

Tout ceci peut expliquer que, durant la seconde guerre mondiale et encore par après, quantité de « groupes ethniques » distincts de la nation « officielle », liée à un État, aient pu être rejetés, déplacés ou « anéantis », tant dans l'ancien empire des Habsbourg que dans l'ancien empire russe et dans l'ancien empire ottoman. La politique de « répartir » les réfugiés ou prisonniers dans des « camps de baraquement » dans l'empire austro-hongrois au cours de la première guerre mondiale sera encore appliquée au cours de la deuxième guerre mondiale. Entretemps, cette « répartition » sera appliquée par le régime nazi et la dictature stalinienne entre les deux guerres.

Pour comprendre la suite du destin de l'Europe, après la première guerre mondiale, il faudrait suivre les décisions politiques de la « nation » allemande, en dehors de l'Autriche, mais bien installée dans une partie de la Pologne actuelle le long de la Mer Baltique. Comme au temps de Marie-Thérèse, l'Allemagne va

de nouveau occuper la Silésie, les Sudètes et, finalement, annexer l'Autriche, le « résidu allemand » de l'empire des Habsbourg.

Pieter M. JUDSON, *L'empire des Habsbourg, Une histoire inédite*, Paris, Perrin, 2021, p. 431-507.

Jean-Louis THIEROT, *François-Ferdinand d'Autriche, De Mayerling à Sarajevo*, Paris, Collection *Tempus*, Perrin, 2005, 537 p.

+ Guy,
Evêque de Tournai